

OBJECTIF PATRIMOINE CROISSANCE

Société d'Investissement à Capital Variable

RAPPORT ANNUEL
au 31 Mars 2017

Assemblée Générale Mixte
au 4 juillet 2017

OPC du groupe LAZARD

Siège social : 121, boulevard Haussmann, 75008 Paris
345 081 897 R.C.S. PARIS

conseil d'administration et commissaire aux comptes

au 31 mars 2017

PRESIDENT

M. François Voss

DIRECTEUR GENERAL

ADMINISTRATEUR

M. Philippe Ducret

Associé-Gérant de Lazard Frères Gestion S.A.S.

DIRECTEUR GENERAL DELEGUE

ADMINISTRATEUR

M. Christian Panhard

Gérant de Lazard Frères Gestion S.A.S.

ADMINISTRATEURS

Lazard Frères Gestion S.A.S.

représentée par M. David Koegler

Gérant de Lazard Frères Gestion S.A.S

Mme Isabelle Lascoux

Sous-Directeur de Lazard Frères Gestion S.A.S.

M. Bernard Sommelette

Senior Advisor de Lazard Frères Gestion S.A.S.

M. Charles de Fromont

Mme Fabienne de la Serre

Directeur de Lazard Frères Gestion S.A.S

COMMISSAIRE aux COMPTES

Deloitte & Associés

à l'issue de l'Assemblée

Générale Mixte

PRESIDENT

M. François Voss

DIRECTEUR GENERAL

ADMINISTRATEUR

M. Philippe Ducret

Associé-Gérant de Lazard Frères Gestion S.A.S.

DIRECTEUR GENERAL DELEGUE

ADMINISTRATEUR

M. Christian Panhard

Gérant de Lazard Frères Gestion S.A.S.

ADMINISTRATEURS

Lazard Frères Gestion S.A.S.

représentée par M. David Koegler

Gérant de Lazard Frères Gestion S.A.S

Mme Isabelle Lascoux

Sous-Directeur de Lazard Frères Gestion S.A.S.

M. Damien Voizard

Directeur de Lazard Frères Gestion S.A.S

Mme Fabienne de la Serre

Directeur de Lazard Frères Gestion S.A.S

COMMISSAIRE aux COMPTES

Deloitte & Associés

OPCVM DIVERSIFIE
Sicav de capitalisation et/ou distribution

Catégorie
OPC D'OPC

Objectif de gestion

L'objectif de gestion de la Sicav vise à obtenir sur la durée de placement recommandée une performance nette de frais supérieure ou égale à l'indicateur de référence composite suivant :

10% Eonia capitalisé ; 5% Eonia capitalisé + 3% ; 5% Exane Europe Convertible Bond ; 5% EuroMTS Global ; 45% SBF 120 ; 30% MSCI World All Countries .

L'indice est rebalancé semestriellement et ses constituants sont exprimés en euro, ils s'entendent dividendes ou coupons nets réinvestis.

Cet indicateur composite correspond aux indicateurs représentatifs des différentes poches ou allocations envisagées.

Indicateur de référence

L'indice **EONIA capitalisé** (EUROPEAN OVERNIGHT INDEX AVERAGE) correspond à la moyenne des taux au jour le jour les moins risqués de la Zone Euro. Il est calculé par la Banque Centrale Européenne (BCE).

L'indice **ECI (Exane Convertible Index) Europe** est représentatif des principales obligations convertibles européennes. Les données sont accessibles sur www.topeci25.com.

L'indice **Euro MTS Global** est un indice représentatif des emprunts obligataires à taux fixe libellés en euro, émis par les états membres de la zone euro, ayant une durée de vie résiduelle d'un an minimum.

L'indice **SBF 120** est composé des 120 titres cotés en continu : les 40 valeurs du CAC 40 plus 80 autres valeurs supplémentaires choisies parmi les 200 premières capitalisations boursières françaises. Cet indice est calculé dividendes nets réinvestis.

Le **MSCI World All Countries**, exprimé en euro, est représentatif des principales capitalisations mondiales au sein de pays développés et en développement.

Cet indice est calculé dividendes nets réinvestis.

Les données sont accessibles sur www.msci.com

Toutefois en raison de l'allocation discrétionnaire, la performance de la Sicav pourra s'éloigner de cet indicateur de référence.

Profil de risque

*Votre argent sera principalement investi dans des instruments financiers
sélectionnés par la société de gestion.
Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas des marchés.*

- Risque en capital :

La Sicav ne bénéficie d'aucune garantie ni protection, il se peut donc que le capital initialement investi ne soit pas intégralement restitué.

- Risque lié à la gestion et à l'allocation d'actifs discrétionnaires :

La performance de la Sicav dépend à la fois des titres et OPC choisis par le gérant et à la fois de l'allocation d'actifs faite par ce dernier. Il existe donc un risque que le gérant ne sélectionne pas les titres et OPC les plus performants et que l'allocation faite entre les différents marchés ne soit pas optimale.

- Risque actions :

L'investisseur est exposé sur le risque actions. En effet, la variation du cours des actions peut avoir un impact négatif sur la valeur liquidative de la Sicav. En période de baisse du marché des actions, la valeur liquidative baissera.

En outre sur les marchés de petites et moyennes capitalisations, le volume des titres cotés en bourse est réduit, les mouvements de marchés sont donc plus marqués à la baisse et plus rapides que sur les grandes capitalisations. La valeur liquidative de la Sicav peut donc baisser rapidement et fortement.

L'attention des souscripteurs est attirée sur les conditions de fonctionnement et de surveillance des marchés émergents sur lesquels la Sicav peut être exposée, qui peuvent s'écarter des standards prévalant sur les places internationales.

- Risque de taux :

Il existe un risque d'une baisse de la valeur des obligations et autres produits de taux, et donc du portefeuille, provoquée par une variation des taux d'intérêts. Du fait des bornes de la fourchette de sensibilité, la valeur de cette composante du portefeuille est susceptible de baisser, soit en cas de hausse des taux si la sensibilité du portefeuille est positive, soit en cas de baisse des taux si la sensibilité du portefeuille est négative. Ces cas de figure peuvent entraîner une baisse de la valeur liquidative.

- Risque de crédit :

En dépit de règles de gestion strictes et d'analyses réalisées par la société de gestion, l'émetteur d'un titre de créance négociable ou obligataire peut être amené à faire défaut. Ainsi, cette défaillance pourra faire baisser la valeur liquidative de la Sicav. Même dans le cas où aucun émetteur ne fait défaut, les variations des marges de crédit peuvent conduire la performance à être négative.

La baisse de la valeur liquidative pourra être d'autant plus importante que la Sicav sera investi dans des dettes non notées ou relevant de la catégorie spéculative /High Yield.

- Risque lié à la détention d'obligations convertibles :

La valeur des obligations convertibles dépend de plusieurs facteurs : niveau des taux d'intérêt, évolution du prix des actions sous-jacentes, évolution du prix du dérivé intégré dans l'obligation convertible. Ces différents éléments peuvent entraîner une baisse de la valeur liquidative de la Sicav.

- Risque de change :

La Sicav peut investir dans des titres et OPC eux-mêmes autorisés à acquérir des valeurs libellées dans des devises étrangères hors zone euro. La valeur des actifs de ces OPC peut baisser si les taux de change varient, ce qui peut entraîner une baisse de la valeur liquidative de votre sicav.

- Risque de contrepartie :

Il s'agit du risque lié à l'utilisation par cette Sicav d'instruments financiers à terme, de gré à gré, et/ou au recours à des opérations d'acquisitions et de cessions temporaires de titres.

Ces opérations conclues avec une ou plusieurs contreparties éligibles, exposent potentiellement la Sicav à un risque de défaillance de l'une de ces contreparties pouvant la conduire à un défaut de paiement.

Souscripteurs concernés et profil de l'investisseur type

Tous souscripteurs.

Cette Sicav est destinée aux personnes qui acceptent que l'allocation de la Sicav soit laissée à la libre appréciation du gérant.

Il est fortement recommandé aux souscripteurs de diversifier suffisamment leurs investissements afin de ne pas les exposer uniquement aux risques de cette Sicav.

Information relative aux investisseurs américains.

La Sicav n'est pas enregistrée en tant que véhicule d'investissement aux Etats-Unis et ses actions ne sont pas et ne seront pas enregistrées au sens du Securities Act de 1933 et, ainsi, elles ne peuvent pas être proposées ou vendues aux Etats-Unis à des *Restricted Persons*, telles que définies ci-après.

Les *Restricted Persons* correspondent à (i) toute personne ou entité située sur le territoire des Etats-Unis (y compris les résidents américains), (ii) toute société ou toute autre entité relevant de la législation des Etats-Unis ou de l'un de ses Etats, (iii) tout personnel militaire des Etats-Unis ou tout personnel lié à un département ou une agence du gouvernement américain situé en dehors du territoire des Etats-Unis, ou (iv) toute autre personne qui serait considérée comme une U.S. Person au sens de la Regulation S issue du Securities Act de 1933, tel que modifié.

FATCA :

En application des dispositions du *Foreign Account Tax Compliance Act* (« FATCA ») applicables à compter du 1er juillet 2014, dès lors que la Sicav investit directement ou indirectement dans des actifs américains, les capitaux et les revenus tirés de ces investissements sont susceptibles d'être soumis à une retenue à la source de 30%.

Afin d'éviter le paiement de la retenue à la source de 30%, la France et les Etats-Unis ont conclu un accord intergouvernemental aux termes duquel les institutions financières non américaines (« foreign financial institutions ») s'engagent à mettre en place une procédure d'identification des investisseurs directs ou indirects ayant la qualité de contribuables américains et à transmettre certaines informations sur ces investisseurs à l'administration fiscale française, laquelle les communiquera à l'autorité fiscale américaine (« Internal Revenue Service »).

La Sicav, en sa qualité de *foreign financial institution*, s'engage à se conformer à FATCA et à prendre toute mesure relevant de l'accord intergouvernemental précité.

Le montant qu'il est raisonnable d'investir dans cette Sicav dépend de la situation personnelle de l'investisseur. Pour le déterminer, il doit tenir compte de son patrimoine personnel, de ses besoins actuels et de la durée de placement recommandée, mais également de sa capacité à prendre des risques, ou, au contraire, à privilégier un investissement prudent.

Modalités d'affectation des sommes distribuables

Les sommes distribuables sont constituées par :

1) le résultat net augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde de régularisation des revenus.

Le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrérages, dividendes, primes et lots, jetons de présence ainsi que tous produits relatifs aux titres constituant le portefeuille de la Sicav majoré du produit des sommes momentanément disponibles et diminué des frais de gestion et de la charge des emprunts.

2) les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du compte de régularisation des plus-values.

Les sommes mentionnées aux 1) et 2) peuvent être distribuées, en tout ou partie, indépendamment l'une de l'autre.

Les sommes distribuables sont intégralement capitalisées à l'exception des sommes qui font l'objet d'une distribution obligatoire en vertu de la loi.

ETABLISSEMENT CHARGE de RECUEILLIR les SOUSCRIPTIONS et les RACHATS

Les souscriptions et les demandes de rachat sont effectuées chez Lazard Frères Gestion S.A.S. sur la base

- de la prochaine valeur liquidative connue pour les souscriptions (règlement date V.L.+1 ouvré)

- de la prochaine valeur liquidative pour les rachats (règlement date V.L.+ 2)

pour les ordres passés avant 12 H 00.

DEPOSITAIRE

E

LAZARD FRERES BANQUE. 121, boulevard Haussmann - 75008 PARIS

**RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
A L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE
DU 4 JUILLET 2017**

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Mixte pour vous présenter le bilan et les comptes afférents à votre société pour l'exercice qui s'est déroulé du 31 mars 2016 au 31 mars 2017.

Durant cet exercice, l'actif net est passé de € 250 617 159.62 à € 473 431 296.30, le nombre d'actions en circulation étant de 1 317 044.206 au 31 mars 2017.

Le nombre d'actions souscrites tout au long de l'exercice s'est élevé à 582 270.267 ce qui représente un montant de 197 093 781.66 €.

Parallèlement, le nombre d'actions présentées au rachat a été de 75 975.959 pour un montant de 25 304 057.29 €.

La valeur liquidative de € 309.11 le 31 mars 2016 est passée à € 359.46 le 31 mars 2017 ce qui correspond à une évolution de 16.29 %.

La performance de l'indice (Eonia capitalisé, ECI (Exane Convertible Index), Euro MTS Global, SBF 120, MSCI World All Countries) sur la période est de 15,88 %.

La performance passée ne préjuge pas des résultats futurs de l'OPC et n'est pas constante dans le temps.

Information relative aux mouvements au portefeuille sur la période :

Code de mouvement	Isin	Libellé	Montant Net €
Achat	FR0010941815	FCP Objectif Monet.euro-B-(3d)	48 131 163,01
Achat	FR0007074695	FCP Obj.act.americaines-A-(3d)	10 937 674,61
Achat	NL0000009165	Heineken	10 643 516,34
Achat	DE0005190003	BMW	9 126 324,87
Achat	FR0000174310	Objectif Sm.caps Euro A-(3d)	7 612 020,00
Code de mouvement	Isin	Libellé	Montant Net €
Vente	FR0010941815	FCP Objectif Monet.euro-B-(3d)	28 139 485,53
Vente	FR0000131104	BNP Paribas	3 058 452,40
Vente	XS1211053225	Ct Suisse 1/2% Emtn 15-29mr18a	2 029 176,44
Vente	DE0006599905	Merck	2 006 588,05
Vente	CH0010645932	Givaudan	1 867 960,28

Opérations de financement sur titres en application du Règlement SFTR :

L'OPC n'a pas eu recours à des opérations de financement sur titres au cours de l'exercice clos au 31 mars 2017

Information relative au risque global :

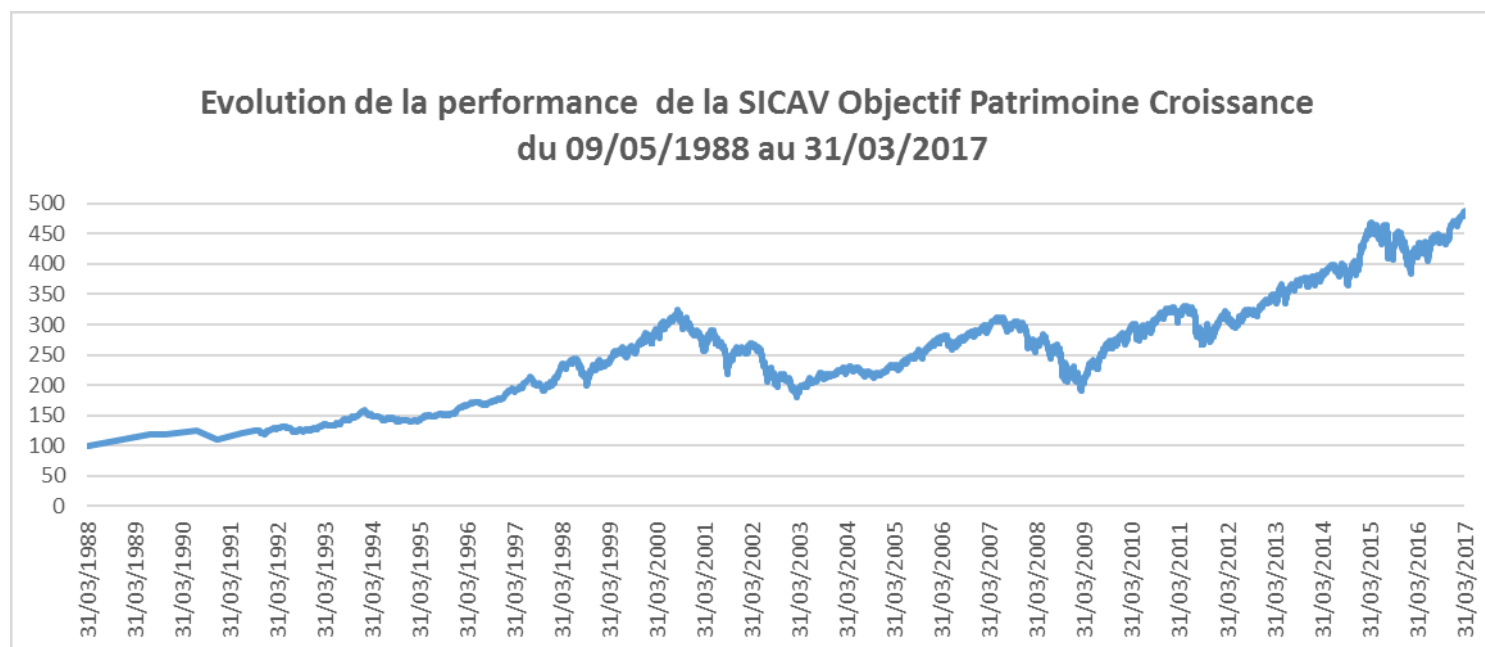
La méthode de calcul utilisée par l'OPC est celle du calcul de l'engagement.

Information relative aux acquisitions et cessions temporaires de titres :

Dans le cadre de la gestion quotidienne de la trésorerie, le gestionnaire pourra avoir recours à des opérations de repo. Ces pensions livrées se font exclusivement avec Lazard Frères Banque et sur une durée d'une journée, éventuellement renouvelable.

Les titres reçus en garantie par l'OPC afin de réduire le risque de contrepartie seront, les cas échéants, détaillés dans la rubrique « 3.9 Autres opérations » des compléments d'information.

Les résultats sur ces opérations sont mentionnés dans le compte de résultat, dans la rubrique « Produits ou Charges sur acquisitions et cessions temporaires de titres ».



ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE

L'année écoulée a été marquée par deux événements politiques inattendus : le vote britannique en faveur d'une sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne, en juin 2016 et la victoire de Donald Trump aux élections présidentielles américaines, en novembre 2016. Contrairement à ce que l'on pouvait craindre, ces deux événements ont été bien absorbés par les marchés financiers et l'économie mondiale. L'activité a même accéléré au second semestre de 2016, après un premier semestre médiocre, à la fois dans les économies avancées et dans les économies émergentes, permettant un rebond des échanges mondiaux en fin d'année. L'amélioration du climat des affaires au début de 2017 laisse attendre une poursuite de cette tendance, bien que les incertitudes politiques restent importantes. De manière générale, l'inflation s'est redressée dans les pays avancés, essentiellement du fait de la remontée des cours de l'énergie, alors que les tensions sous-jacentes sont restées modérées. En revanche, l'inflation a ralenti dans les pays émergents exportateurs de matières premières, grâce à la dissipation des effets de la dépréciation passée des devises. Globalement, les politiques monétaires des grandes banques centrales sont restées très

accommodantes. La Réserve Fédérale (Fed) a été très prudente, avec deux hausses de taux de 25 points de base. La Banque centrale européenne (BCE) a réduit le montant de ses achats mensuels d'actifs mais elle a maintenu un discours accommodant et allongé la durée de son programme d'achats. La Banque d'Angleterre a réduit son taux directeur. Sur cette toile de fond d'accélération de la croissance et de l'inflation, les marchés actions ont été dynamiques, alors que les marchés obligataires ont été pénalisés par la remontée des taux d'intérêt.

Croissance du PIB en volume (%)	2015	2016	2017 (e)	2018 (e)
Monde	3,4	3,1	3,5	3,6
Pays avancés	2,1	1,7	2,0	2,0
Pays émergents	4,2	4,1	4,5	4,8
Zone euro	2,0	1,7	1,7	1,6
Etats-Unis	2,6	1,6	2,3	2,5
Japon	1,2	1,0	1,2	0,6
Royaume-Uni	2,2	1,8	2,0	1,5
Chine	6,9	6,7	6,6	6,2
Inde *	7,9	6,8	7,2	7,7
Brésil	-3,8	3,6	0,2	1,7
Russie	-2,8	-0,2	1,4	1,4

Perspectives économiques du FMI mises à jour en avril 2017

* Pour l'Inde, les données et les prévisions sont présentées sur la base de l'exercice budgétaire.

Aux **Etats-Unis**, la croissance s'est établie à +2,1% en rythme annualisé au T4 2016 (+2,0 sur un an), après +3,5% au T3 2016 et +1,4% au T2 2016. La consommation des ménages et l'investissement ont accéléré en cours d'année et le cycle de stockage est devenu plus favorable. Le commerce extérieur a été un frein important en fin d'année.

Les enquêtes ISM de confiance des entreprises se sont nettement améliorées après les points bas atteints à l'été 2016 et cette tendance s'est amplifiée à la suite de l'élection de Donald Trump. En mars 2017, l'indice du secteur manufacturier se situait à 57,2, contre 51,7 en mars 2016, et l'indice du secteur non-manufacturier à 55,2, contre 54,9 en mars 2016.

Le marché du travail est resté dynamique, mis à part deux trous d'air sur l'emploi en mai 2016 et en mars 2016. En moyenne, 171 000 emplois ont été créés sur les douze derniers mois. Sur cette période, le taux de chômage est passé de 5,0% à 4,5%. Le salaire horaire a augmenté de 2,7% sur un an en mars 2017.

La consommation privée a bénéficié d'un coup de fouet au deuxième trimestre 2016, quand les ménages ont utilisé une partie des gains de pouvoir d'achat liés à la baisse du pétrole, jusque-là épargnés. Elle a légèrement ralenti aux troisièmes et quatrièmes trimestres 2016 avant de baisser en janvier et février 2017. Sur un an, la consommation privée a augmenté de 2,6% et le taux d'épargne est passé de 6,2% à 5,6% du revenu disponible.

Dans le secteur de la construction, la reprise s'est poursuivie. Les permis de construire et les mises en chantier de logements individuels ont progressivement accéléré pour atteindre des plus hauts dans ce cycle. Ils ont progressé de respectivement 13,5% et 9,5% sur un an en février 2017. La confiance des constructeurs de maisons s'est nettement améliorée. Les prix de l'immobilier ont augmenté de 5,9% sur un an en janvier 2017, contre +5,1% en mars 2016.

Dans le secteur résidentiel, les ventes de maisons neuves et de maisons anciennes restent orientées à la hausse. Les premières ont progressé de 8,6% sur un an en mars 2017 et les secondes de 5,4% sur un an en février 2017.

Les commandes de biens d'investissement se sont progressivement redressées à partir de l'été 2016, notamment dans les secteurs miniers et pétroliers. Sur un an, les commandes hors défense et aviation sont quasiment stables (+0,3% en février), alors qu'elles étaient en baisse de 3,1% en mars 2016.

Le déficit commercial a atteint 43,6 milliards de dollars en février 2017, contre 37,3 milliards en mars 2016. Les exportations en volume ont fortement baissé en fin d'année, par contrecoup d'une forte hausse à l'été. En parallèle, les importations ont continué de se redresser.

L'inflation a fortement accéléré, principalement du fait de la remontée des cours des matières premières, alors que l'inflation sous-jacente est restée relativement stable. L'indice des prix à la consommation a augmenté de 2,4% sur un an en mars 2017, contre +0,9% en mars 2016, et de 2,0% hors énergie alimentation.

Dans ce contexte, la Fed a augmenté son taux directeur de 25 points de base en décembre 2016 et en mars 2017, le portant dans la fourchette de 0,75%-1,00%.

La croissance dans la zone euro a progressivement accéléré sur les douze derniers mois. Le PIB a augmenté de 1,9% en rythme annualisé au T4 2016 (+1,8% sur un an), après +1,7% au T3 2016 et +1,3% au T2 2016. La consommation privée est restée le principal moteur de l'expansion économique.

Le climat des affaires s'est amélioré à partir de l'automne 2016, en dépit des nombreuses incertitudes politiques. L'indice PMI composite a atteint son plus haut niveau dans ce cycle en mars 2017 à 56,4 contre 53,1 en mars 2016.

Le taux de chômage dans la zone euro a poursuivi sa baisse pour se situer à 9,5% en février 2017. Il retrouve ainsi son niveau d'avant la crise de la dette souveraine, après avoir atteint un pic à 12,1% début 2013.

L'inflation dans la zone euro a nettement accéléré sur les douze derniers mois, surtout du fait de sa composante énergétique. En revanche, l'inflation sous-jacente est restée relativement stable. L'inflation globale a atteint +1,5% sur un an en mars 2017, contre +0,0% en mars 2016, et l'inflation sous-jacente +0,7%.

En **Allemagne**, la croissance a ralenti aux deuxièmes et troisièmes trimestres mais elle a rebondi à +1,7% en rythme annualisé au T4 2016 (+1,7% sur un an). L'indice PMI composite du climat des affaires s'est maintenu sur un bon niveau en 2016 et s'est amélioré au début de 2017. Il se situait à 57,1 en mars 2017, contre 54,0 un an plus tôt.

Le pays a enregistré un excédent budgétaire de 23,7 milliards d'euros soit 0,8% du PIB. Le taux d'endettement devrait continuer de diminuer de 68,3% du PIB en 2016 à 66% en 2017.

En **France**, après une contraction du PIB au T3 2016, la croissance est repartie pour atteindre +1,7% en rythme annualisé au T4 2016 (+1,1% sur un an). L'indice PMI composite du climat des affaires s'est inscrit en forte hausse sur les douze derniers mois. Il s'est établi à 56,8 en mars 2017, contre 50,0 un an plus tôt. Le taux de chômage a été quasi stable à 10,0%, selon les données d'Eurostat.

Le déficit public est en hausse légère, par rapport aux prévisions et devrait atteindre 2,8% en 2017 malgré une réduction drastique des dépenses des Ministères de 1,5 milliards d'euros.

La dette publique est toujours en progression sans discontinuer depuis le début du quinquennat et atteint 2 150 milliards d'euros, soit 96% de la richesse nationale.

Tsunami pour le **Royaume-Uni**, séisme pour l'Europe, coup de semonce pour le monde. Pour une fois, les clichés emphatiques ne semblent pas déplacés pour qualifier la victoire du « out » au référendum britannique du 23 juin 2016. Ni les sondages, ni la City, ni le gouvernement de David Cameron n'avaient anticipé la victoire du Brexit par 51,9% des suffrages. L'ampleur des conséquences tant politiques qu'économiques et sociétales de cette rupture avec l'Union Européenne (UE) après quarante-trois ans d'adhésion a rapidement éclipsé les motifs de ce coup de sang populaire qui a conduit M. Cameron à la démission, un an après son éclatante victoire aux législatives.

Défiant les prédictions les plus pessimistes, le chômage, avec 4,8% a baissé à son niveau le plus bas depuis onze ans et la croissance, 2,1% escomptés en 2016, n'a guère ralenti dans les mois suivant le référendum, porté par la vigueur de la consommation et du secteur des services. Le gouvernement a aussi mis en avant les signes de confiance que constituent la décision d'EDF d'investir dans la construction de la centrale nucléaire d'Hinkley Point et le choix par Google et Facebook de Londres pour la construction de nouveaux sièges sociaux.

La seule conséquence quasi immédiate du référendum a été la chute de près de 20% de la livre sterling.

En **Italie**, la croissance est restée à la traîne. Le PIB a progressé de 0,7% en rythme annualisé au T4 2017 (+1,0% sur un an). Le 4 décembre, les italiens ont rejeté à une large majorité (59,1%) la réforme constitutionnelle voulue par Matteo Renzi qui a démissionné dans la foulée.

En **Espagne**, la dynamique de rattrapage s'est à peine essoufflée. La croissance s'est établie à +2,8% au T4 2016 (+3,0% sur un an). Les élections parlementaires espagnoles du 26 juin n'avaient pas permis de dégager une majorité de gouvernement. Le 29 octobre, le parlement a finalement accordé sa confiance à Mariano Rajoy, leader du Parti Populaire, qui a formé un gouvernement de minorité.

La « remontada » sur le front de l'emploi se poursuit : 541.700 nouveaux postes ont été créés l'an dernier, ce qui a permis de faire tomber le taux de chômage à 18,6% en décembre 2016 (contre 27% en 2013).

Dans les autres pays, les élections de mars 2017 en Hollande ont confirmé le parti libéral au pouvoir et empêché la victoire redoutée du parti populaire d'extrême droite. Au plan économique, tous les indicateurs sont pratiquement au vert : une croissance de 1,7% annoncée pour les années à venir, un taux de chômage sous les 6% et une dette publique sous le seuil des 60% du PIB.

En **Suisse**, la croissance est restée atone en 2016. La consommation et les entreprises souffrent du franc fort et malgré cela le pays reste, selon le Forum économique mondial, la nation la plus compétitive du monde. Deux secteurs continuent néanmoins à souffrir, le secteur bancaire qui n'a toujours pas terminé de solder les erreurs du passé et l'industrie horlogère qui vit sa pire crise depuis 2009 avec des exportations en baisse de 16% sur un an.

La croissance **japonaise** est restée également modérée. Elle s'est établie à +2,2% en rythme annualisé au T2 2016 avant de ralentir à 1,2% au T3 2016 et de conserver ce rythme au T4 2016 (+1,6% sur un an). Le climat des affaires a été morose jusqu'à l'automne 2016 mais s'est ensuite nettement amélioré. L'indice PMI composite se situait à 52,9 en mars 2017 contre 49,9 un an plus tôt.

Le marché du travail est resté tendu et les salaires ont augmenté modérément. En février 2017, le taux de chômage s'est établi à 2,8% et le salaire de base a progressé de 0,2% sur un an.

L'inflation globale s'est redressée, après avoir été négative aux deuxièmes et troisièmes trimestres 2016. Elle a atteint + 0,3% sur un an en mars 2017. En revanche, l'inflation sous-jacente a ralenti.

En juin 2016, le gouvernement japonais a annoncé un report de deux ans et demi de la hausse prévue de la TVA, à octobre 2019. En août 2016, il a également annoncé un plan de soutien budgétaire de 1,5% du PIB pour l'exercice 2016-2017.

Le 21 septembre 2016, la Banque du Japon a introduit un objectif de contrôle de la pente de la courbe des rendements, passant par le maintien du taux à 10 ans sur des niveaux proches de zéro. Elle s'est également engagée à dépasser son objectif d'inflation (2%).

La croissance **chinoise** est restée relativement stable sur les derniers trimestres. Au T1 2017, elle s'est établie à +6,9% sur un an. Lors de l'Assemblée nationale populaire de mars 2017, le gouvernement a annoncé viser une croissance d'environ 6,5% cette année.

Le climat des affaires a continué de s'améliorer progressivement sur les derniers mois. L'indice PMI composite a atteint 52,1 en mars 2017 contre 51,3 un an plus tôt.

La consommation des ménages est restée solide, en dépit d'un ralentissement des ventes de voitures début 2017. Les ventes au détail en volume ont progressé de 8,9% sur un an au T1 2017. D'après les chiffres de l'Association chinoise des constructeurs automobiles, la progression des ventes de voitures a ralenti à +5,1% sur un an au T1 2017, après +15,1% en 2016. La remontée de la taxe sur les ventes de petites cylindrées par le gouvernement a pu peser.

L'investissement a ralenti jusqu'à l'été mais il s'est redressé grâce aux dépenses en infrastructures et en immobilier. Au T1 2017, il a augmenté de 9,2% sur un an (+8,1% en 2016).

La forte hausse des ventes de logement sur les derniers mois (+16,9% sur un an au T1 2017) a favorisé une flambée des prix de l'immobilier (+10,1% sur un an en mars 2017). En conséquence, plusieurs municipalités ont annoncé des mesures de restrictions à l'offre et à la demande.

Les pressions déflationnistes se sont affaiblies. Les prix à la production dans l'industrie augmentent de nouveau après quatre ans de déflation. En mars 2017, ils ont progressé de 7,6% sur un an.

Du fait de la reflation dans le secteur de l'industrie, la croissance en termes nominaux a fortement accéléré pour s'établir à +11,6% sur un an au T1 2017, son rythme le plus rapide depuis le T1 2012.

POLITIQUE DE GESTION

TENDANCE DES PRINCIPAUX MARCHES ET POLITIQUE D'INVESTISSEMENT DE LA SICAV

Pendant cette période, les placements monétaires exprimés en euros ont affiché une baisse de 0,3 %, les placements obligataires (Global Sovereign Market Plus Index) calculé par Merrill Lynch une hausse de 3,3%, alors que l'indice mondial des actions exprimé en euros calculé par la Banque Morgan Stanley affichait un gain de 20,4% et de 12,7% en dollars.

Sur les douze derniers mois, l'indice MSCI World All Country en dollars est en hausse de 12,7%. Les performances sont relativement homogènes entre les zones : +16,3% pour l'Eurostoxx en euros, +14,7% pour l'indice S&P 500 en dollars, + 14 ;5% pour l'indice MSCI des pays émergents en dollars et +12,3% pour le Topix en yen, le tout hors dividendes.

Contrairement aux évolutions de début 2016, les marchés actions ont connu une période relativement calme jusqu'au début du mois de juin, grâce à l'apaisement des inquiétudes sur la croissance américaine et à la remontée des cours du pétrole. Ils ont ensuite été ballottés par les sondages liés au référendum du 23 juin sur le maintien du Royaume-Uni dans l'Union Européenne. La victoire du vote en faveur du Brexit a déclenché une forte baisse car les investisseurs anticipaient un maintien, donné favori par les

bookmakers à l'approche du scrutin. Mais la volatilité n'aura finalement été que de courte durée et les marchés actions ont vite effacé la baisse liée au Brexit, dans un contexte de révision en hausse des prévisions de résultats des entreprises.

En fin d'année, les victoires de Donald Trump aux élections américaines du 8 novembre et du non au référendum sur la Constitution en Italie, le 4 décembre, n'ont pas précipité une nouvelle baisse, contrairement à ce que l'on aurait pu craindre. Le plan de relance envisagé par le nouveau président américain a même propulsé le S&P 500 sur de nouveaux sommets, les investisseurs pariant sur un regain de croissance et une amélioration des bénéfices des sociétés. Les marchés actions de la zone euro avaient bien anticipé le rejet du référendum sur la Constitution en Italie et ont salué les nouvelles annonces de BCE pour finir sur leur plus haut niveau de l'année en décembre 2016. Au premier trimestre 2017, les marchés actions mondiaux se sont inscrits en forte hausse, largement portés par l'amélioration des perspectives de croissance mondiale et des résultats des entreprises.

Sur les marchés obligataires, les taux à 10 ans des obligations des Etats allemands et américains ont baissé jusqu'à l'été pour toucher un point bas à respectivement -0,19% et 1,36% début juillet 2016. Les signaux rassurants sur la conjoncture ont ensuite permis une remontée qui s'est accentuée après la victoire de Donald Trump, car l'éventualité d'une relance budgétaire et le rebond du pétrole ont poussé un peu plus haut les anticipations d'inflation. Au final, le à 10 ans allemand est passé de 0,15% à 0,33% sur un an et celui de son homologue américain de 1,77% à 2,39%.

Les marges de crédit par rapport à l'Allemagne se sont nettement écartées en Italie (+92 pb), au Portugal (+86pb) et, dans une moindre mesure, en France (+31 pb), en raison des incertitudes politiques. Elles ont été à peu près stable en Espagne (+6 pb) et se sont fortement resserrées en Grèce (-178 pb). D'après les indices Merrill Lynch, les marges de crédit des obligations privées de bonne qualité par rapport aux obligations d'Etat se sont resserrées de 8 points de base. Celles des obligations à haut rendement de 148 points de base, à respectivement 113 et 357 points de base.

Le 8 décembre 2016, la BCE a annoncé une réduction du montant mensuel de ses achats d'actifs de 80 à 60 milliards d'euros à partir du mois d'avril 2017. En parallèle, la durée du programme d'achat (Asset Purchase Programme – APP) a été étendu de neuf mois, jusqu'à fin décembre 2017. Pour faciliter la mise en œuvre de l'APP, certaines modalités ont été assouplies : la maturité des titres éligibles au programme d'achats de titres du secteur public a été réduite de deux ans à un an, et les achats de titres du secteur public assortis d'un rendement inférieur au taux de dépôt ont été autorisés.

Sur le marché des changes, l'euro s'est déprécié de 6,4% face au dollar et de 7,4% face au yen. En revanche, il s'est apprécié de 7,1% contre la livre sterling.

Sur le marché du pétrole, les prix se sont redressés avec les espoirs d'un accord entre les grands producteurs de pétrole et les ruptures d'approvisionnement sur plusieurs marchés. Le 28 septembre, les membres de l'OPEP sont finalement parvenus à un accord de principe sur une réduction de la production, qui a été entériné le 30 novembre. Sur un an, le prix du baril de Brent a augmenté de 36% pour se situer à 53 dollars fin mars 2017, contre 39 dollars fin mars 2016.

Quant aux indices boursiers, sur l'ensemble de la période sous-revue, la meilleure performance revient au marché de New York (S&P 500 : +22,5% exprimé en euros), devant le MSCI emerging market (+22,3%) et le marché de Tokyo (+19,8%).

Exprimé en monnaies locales, New York limite ses gains mais s'adjuge néanmoins 14,7% et Tokyo 12,3%. En dehors de la zone euro, Londres affiche une performance de 18,6% qui, rapportée en euros, revient à 10,8%. La Suisse est au diapason 10,9% en monnaie locale (et légèrement plus en euros). Quant aux marchés de la zone euro (Eurostoxx 50 : +16,5%), ils sont portés essentiellement par le Dax allemand (+23,6%), assez loin devant Madrid (+19,9%) et Paris (+16,8%). Ferme la marche, l'indice milanais MIB qui s'adjuge néanmoins +13,1% (cf. tableau ci-dessus).

Performance des principaux indices boursiers en monnaies locales et en euro

	Euro	Monnaie Locale
Dow Jones Industrial – New York (USD)	24,6 %	16,8 %
S&P 500 – New York (USD)	22,5 %	14,7 %
Euro Stoxx zone euro (EUR)	16,3 %	
DAX – Francfort (EUR)	23,6 %	
CAC 40 – Paris (EUR)	16,8 %	
MIB 30 – Milan (EUR)	13,1 %	
SMI – Zürich (CHF)	13,5 %	10,9 %
IBEX – Madrid (EUR)	19,9 %	
Nikkei 225 – Tokyo (JPY)	19,8 %	12,3 %
FTSE 100 (Londres)	10,8 %	18,6 %
MSCI World (EUR)	20,4 %	
MSCI Emerging Markets	22,3 %	

POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

Dans un environnement politico-économique marqué par de nombreuses incertitudes électorales, mais aussi par des espoirs de reprise dans la plupart des grandes zones économiques du monde, tout cela dans un contexte de reflation, la politique de la Sicav a consisté à maintenir voire à renforcer la quote-part des actions dans l'encours global de la Sicav.

Cette proportion qui était de l'ordre de 80% à 85% en début d'exercice, atteignait 87,6% le 31 mars 2017. La composition du portefeuille a évolué de manière significative, essentiellement du fait de l'importance des nouvelles souscriptions.

Plusieurs titres ont été achetés : Accenture, BMW, Chevron, Heineken, Visa et le FCP Amérique Min. Var.

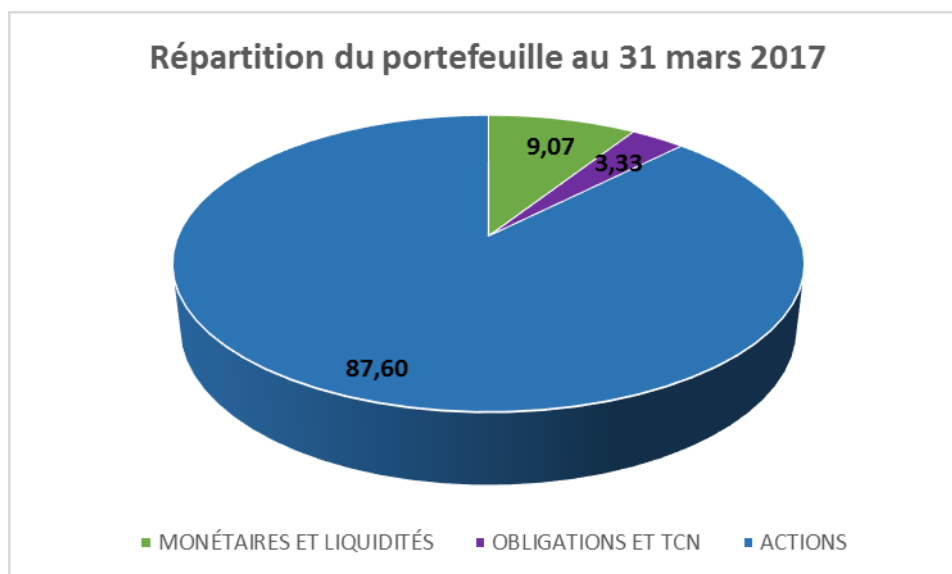
Un grand nombre de valeurs ont été renforcées parmi lesquelles Bureau Véritas, Carrefour, Danone, Essilor, Givaudan, Koné, Nestlé, Total et Unilever, ainsi que les FCP Actions Américaines, Recovery Eurozone, Objectif Japon et Norden.

Du côté des ventes Objectif Investissement PEA PME a été intégralement cédé alors qu'Objectif Actifs Réels a été allégé.

Parmi les arbitrages réalisés, on pourra relever principalement, Air liquide, Axa, BNP, Dior, GEA, Hermès, Legrand, M6, Merck, Pernod, Saint-Gobain, Sanofi et Vinci.

Le solde de l'actif net était, au 31 mars 2017, investi à hauteur de 3,4% en obligations et TCN de durée très courte et à hauteur de 8,78% en monétaire et liquidités.

Du point de vue de la répartition géographique, les valeurs de la zone euro restaient largement prédominantes, 73,1% devant les USA 10,6%, l'Europe ex-Euro, 9,98%, les marchés émergents 4% et le Japon 2,84%.



FRAIS DE NEGOCIATION

Les frais de négociation sont perçus par LAZARD FRERES BANQUE. Ils ne sont pas soumis à une clé de répartition.

Ces frais sont perçus dans le cadre de la société en participation, qui assure entre LAZARD FRERES BANQUE et LAZARD FRERES GESTION S.A.S. la mise en commun de leurs moyens tendant à la gestion financière, à la gestion administrative et comptable, à la conservation des valeurs et à l'exécution des mouvements sur ces valeurs.

EXERCICE DES DROITS DE VOTE

Lazard Frères Gestion S.A.S. exerce les droits de vote attachés aux titres détenus dans les OPC dont il assure la gestion selon le périmètre et les modalités précisées dans la charte qu'il a établi concernant sa politique d'exercice du droit de vote. Ce document est mis à disposition des actionnaires sur simple demande écrite auprès de la société de gestion.

PROCEDURE DE SELECTION ET D'EVALUATION DES INTERMEDIAIRES ET CONTREPARTIES

Les intermédiaires utilisés par la société de gestion sont sélectionnés sur la base de différents critères d'évaluation, parmi lesquels figurent la recherche, la qualité d'exécution et de dépouillement des ordres, l'offre de services. Le " Comité Broker " de la société de gestion valide toute mise à jour dans la liste des intermédiaires habilités. Chaque pôle de gestion (taux et actions) rend compte au minimum deux fois par an au Comité Broker de l'évaluation de la prestation de ces différents intermédiaires et de la répartition des volumes d'opérations traités.

FRAIS D'INTERMEDIATION

L'information concernant les frais d'intermédiation est consultable sur le site internet : www.lazardfreresgestion.fr.

TECHNIQUES DE GESTION EFFICACE DE PORTEFEUILLE

Le portefeuille n'a pas enregistré d'opérations de pension au titre de l'exercice écoulé.

INSTRUMENTS FINANCIERS EMIS OU GERES PAR UNE ENTITE DU GROUPE LAZARD

L'information relative à ces instruments figure dans les comptes annuels de la Sicav.

INFORMATION CRITERES ESG

La prise en considération de critères extra-financiers est au cœur de notre philosophie d'investissement actions ISR (Investissement Socialement Responsable). La philosophie même de notre gestion ISR repose sur une conviction forte : la performance économique de l'entreprise n'est durable que s'il y a prise en compte de certains facteurs extra-financiers. La valorisation du "capital humain" et la prévention de l'ensemble des risques environnementaux sont une assurance de la pérennité de la performance économique.

La qualité de la gouvernance d'entreprise est analysée pour toutes les sociétés dont les actions sont détenues par des OPC gérés par Lazard Frères Gestion, même s'il ne s'agit pas de portefeuilles développant spécifiquement une gestion ISR. Dans ce cadre, la Sicav OBJECTIF PATRIMOINE CROISSANCE gérée par Lazard Frères Gestion prend en compte les critères de qualité de gouvernance, sans que ceux-ci ne soient nécessairement associés simultanément à des critères sociaux ou environnementaux.

L'information concernant les critères ESG est consultable sur le site internet :
www.lazardfreresgestion.fr.

POLITIQUE DE REMUNERATION

LFG a mis en place une politique de rémunération applicable au personnel de LFG détaillant les principes relatifs à la détermination et au versement des rémunérations.

La Politique est déterminée de manière à éviter les situations de conflits d'intérêts et les prises de risques inconsidérées ou incompatibles avec l'intérêt des clients de LFG.

Les mesures liées au paiement de la rémunération variable, qui doivent s'appliquer sur un exercice entier de performance et qui ne s'appliqueront qu'à partir de l'exercice 2017, seront publiées dans le rapport annuel début 2018.

CHANGEMENT INTERVENU AU COURS DE LA PERIODE ET A INTERVENIR

Modification jour évaluation.

Pour mémoire, il a été décidé de modifier le prospectus de la **SICAV Objectif Patrimoine Croissance** (FR0000292302) afin que :

> Lorsque le jour d'évaluation tombe la veille d'une période chômée en France, les VL soient datées de ce même jour et *non plus du dernier jour de la période chômée*.

Exemple : Si le jour d'évaluation est un vendredi, la VL sera datée du vendredi et *non plus du dimanche*.

Date effet : 6 juillet 2016

Mandats des administrateurs personnes physiques d'Objectif Patrimoine Croissance au 31 mars 2017

Noms des Administrateurs	Nombre de mandats	Liste des mandats et fonctions
M. François Voss	1	Président du Conseil d'Administration de la Sicav Objectif Patrimoine Croissance
M. Philippe Ducret Associé-Gérant de Lazard Frères Gestion	5	Directeur Général Administrateur des Sicav : . Objectif Patrimoine Croissance . Objectif Monde . Objectif Stratégie Long Terme Président et Directeur Général de la Sicav Objectif Sélection Administrateur de la Sicav Phima
M. Christian Panhard Gérant de Lazard Frères Gestion	5	Président du Conseil d'administration de la Sicav Objectif Japon Directeur Général Administrateur des Sicav . Objectif Finance Investissements . Sofibal . Sicav Haussmann – Argenson Directeur Général Délégué Administrateur de la Sicav Objectif Patrimoine Croissance
M. Charles de Fromont	1	Administrateur de la Sicav Objectif Patrimoine Croissance
M. Bernard Sommelette	4	Président Directeur Général de la Sicav Emaxva Administrateur des Sicav : . Objectif Court Terme Dollar . Objectif Patrimoine Croissance . Objectif Actifs Réels
Mme Isabelle Lascoux Sous-Directeur de Lazard Frères Gestion	1	Administrateur de la Sicav Objectif Patrimoine Croissance
Mme Fabienne de la Serre Directeur de Lazard Frères Gestion	3	Administrateur des Sicav : . Mahe . Objectif Patrimoine Croissance. Directeur Général Administrateur de la Sicav Guilactions

Jetons de présence à proposer aux membres du Conseil d'Administration par la Sicav Objectif Patrimoine Croissance au titre de l'exercice au 31 mars 2017

Membres du Conseil d'Administration	Montant du jeton de présence versé par la Sicav
M. Charles de Fromont	€. 1.600
Autres membres du Conseil	0

OBJECTIF PATRIMOINE CROISSANCE

Société d'Investissement à Capital Variable

121, boulevard Haussmann
75008 Paris

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 mars 2017

En exécution de la mission qui nous a été confiée , nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 mars 2017, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la SICAV OBJECTIF PATRIMOINE CROISSANCE établis en euros, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments collectés sont suffisants et appropriés pour fonder une opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la SICAV à la fin de cet exercice.

2. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont notamment porté sur le respect des principes et méthodes comptables applicables aux OPC.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Neuilly-sur-Seine, le 20 juin 2017

Le Commissaire aux Comptes
Deloitte & Associés



Olivier GALIENNE

OBJECTIF PATRIMOINE CROISSANCE
Société d'Investissement à Capital Variable

121 Boulevard Hausmann
75008 Paris

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 mars 2017

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisé ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 225-38 du code de commerce.

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'assemblée générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Neuilly-sur-Seine, le 20 juin 2017

Le Commissaire aux Comptes
Deloitte & Associés



Olivier GALIENNE

bilan au 31 mars 2017 en euros

ACTIF	EXERCICE au 31/03/17 euros	EXERCICE au 31/03/16 euros
IMMOBILISATIONS NETTES	0,00	0,00
DEPOTS	0,00	0,00
INSTRUMENTS FINANCIERS	452 138 876,09	243 692 880,39
➤ ACTIONS ET VALEURS ASSIMILEES	288 943 659,83	162 544 934,24
Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	288 943 659,83	162 544 934,24
Non négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
➤ OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILEES	12 375 638,69	14 625 036,42
Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	12 375 638,69	14 625 036,42
Non négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
➤ TITRES DE CREANCES	300 500,12	200 341,04
Négoiciés sur un marché réglementé ou assimilé	300 500,12	200 341,04
▪ Titres de créances négociables	300 500,12	200 341,04
▪ Autres titres de créances	0,00	0,00
Non négociés sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
➤ ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF	150 484 702,38	66 194 889,28
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays	150 484 702,38	66 194 889,28
Autres Fonds destinés à des non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'Union européenne	0,00	0,00
Fonds professionnels à vocation générale et équivalents d'autres Etats membres de l'union européenne et organismes de titrisations cotés	0,00	0,00
Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres Etats membres de l'union européenne et organismes de titrisations non cotés	0,00	0,00
Autres organismes non européens	0,00	0,00
➤ OPERATIONS TEMPORAIRES SUR TITRES	0,00	0,00
Créances représentatives de titres financiers reçus en pension	0,00	0,00
Créances représentatives de titres financiers prêtés	0,00	0,00
Titres financiers empruntés	0,00	0,00
Titres financiers donnés en pension	0,00	0,00
Autres opérations temporaires	0,00	0,00
➤ CONTRATS FINANCIERS	34 375,07	127 679,41
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	34 375,07	127 679,41
Autres opérations	0,00	0,00
➤ AUTRES INSTRUMENTS FINANCIERS	0,00	0,00
CREANCES	254 734,33	77 909,23
Opérations de change à terme de devises	0,00	0,00
Autres	254 734,33	77 909,23
COMPTES FINANCIERS	22 854 973,51	7 871 911,39
liquidités	22 854 973,51	7 871 911,39
TOTAL DE L'ACTIF	475 248 583,93	251 642 701,01

PASSIF	EXERCICE au 31/03/17 €uros	EXERCICE au 31/03/16 €uros
CAPITAUX PROPRES		
➤ Capital	470 005 098,45	246 563 417,98
➤ Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées (a)	0,00	0,00
➤ Report à nouveau (a)	0,00	0,00
➤ Plus et moins-values nettes de l'exercice (ab)	3 027 301,96	4 297 470,78
➤ Résultat de l'exercice (ab)	398 895,89	-243 729,14
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (= Montant représentatif de l'actif net)	473 431 296,30	250 617 159,62
INSTRUMENTS FINANCIERS	34 375,07	127 679,41
➤ <i>OPERATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
➤ <i>OPERATIONS TEMPORAIRES SUR TITRES FINANCIERS</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
Dettes représentatives de titres financiers donnés en pension	0,00	0,00
Dettes représentatives de titres financiers empruntés	0,00	0,00
Autres opérations temporaires	0,00	0,00
➤ <i>CONTRATS FINANCIERS</i>	<i>34 375,07</i>	<i>127 679,41</i>
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	34 375,07	127 679,41
Autres opérations	0,00	0,00
DETTES	561 404,71	401 567,19
Opérations de change à terme de devises	0,00	0,00
Autres	561 404,71	401 567,19
COMPTES FINANCIERS	1 221 507,85	496 294,79
Concours bancaires courant	1 221 507,85	496 294,79
Emprunt	0,00	0,00
TOTAL DU PASSIF	475 248 583,93	251 642 701,01

(a) Y compris comptes de régularisations

(b) diminués des acomptes versés au titre de l'exercice

hors bilan au 31 mars 2017 en euros

	EXERCICE au 31/03/17 €uros	EXERCICE au 31/03/16 €uros
OPERATIONS DE COUVERTURE		
➤ ENGAGEMENTS SUR MARCHES REGLEMENTES OU ASSIMILES		
Devises		
Achat 57 EUR/USD IMM 06/17	7 139 995,09	
Achat 28 EUR/JPY CME 06/17	3 498 536,18	
Achat 24 EUR/USD IMM 06/16		6 270 037,33
Achat 20 EUR/JPY CME 06/16		2 501 368,26
➤ ENGAGEMENTS DE GRE A GRE		
➤ AUTRES ENGAGEMENTS		
AUTRES OPERATIONS		
➤ ENGAGEMENTS SUR MARCHES REGLEMENTES OU ASSIMILES		
➤ ENGAGEMENTS DE GRE A GRE		
➤ AUTRES ENGAGEMENTS		

compte de résultat au 31 mars 2017 en euros

	EXERCICE au 31/03/17 €uros	EXERCICE au 31/03/16 €uros
PRODUITS SUR OPERATIONS FINANCIERES¹	5 252 694,95	3 729 255,79
▪ Produits sur dépôts et comptes financiers	0,00	0,00
▪ Produits sur actions et valeurs assimilées	4 968 444,95	3 435 025,79
▪ Produits sur obligations et valeurs assimilées	284 250,00	294 230,00
▪ Produits sur titres de créances	0,00	0,00
▪ Produits sur acquisitions et cessions temporaires de titres financiers	0,00	0,00
▪ Produits sur contrats financiers	0,00	0,00
▪ Autres produits financiers	0,00	0,00
TOTAL I	5 252 694,95	3 729 255,79
CHARGES SUR OPERATIONS FINANCIERES	42 981,38	30 783,29
▪ Charges sur acquisitions et cessions temporaires de titres financiers	0,00	0,00
▪ Charges sur contrats financiers	0,00	0,00
▪ Charges sur dettes financières	42 279,27	30 656,01
▪ Autres charges financières	702,11	127,28
TOTAL II	42 981,38	30 783,29
RESULTAT SUR OPERATIONS FINANCIERES (I - II)	5 209 713,57	3 698 472,50
▪ Autres produits (III)	0,00	0,00
▪ Frais de gestion et dotations aux amortissements (IV)	5 282 224,20	3 986 288,68
RESULTAT NET DE L'EXERCICE (L.214-17-1)(I - II + III - IV)	-72 510,63	-287 816,18
▪ Régularisation des revenus de l'exercice (V)	471 406,52	44 087,04
▪ Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice (VI)	0,00	0,00
RESULTAT (I-II+III-IV+/-V-VI)	398 895,89	-243 729,14

¹ Selon l'affectation fiscale des revenus reçus des OPC

annexe aux comptes

I. REGLES D'EVALUATION ET DE COMPTABILISATION DES ACTIFS

L'organisme s'est conformé au règlement ANC n° 2014-01 du 14 janvier 2014 relatif au plan comptable des organismes de placement collectif à capital variable.

1 – Règles d'évaluation des Actifs

➤ Les instruments financiers et valeurs négociées sur un marché réglementé sont évalués à leur prix de marché.

- Les instruments de type « actions et assimilés » sont valorisés sur la base du dernier cours connu sur leur marché principal.

Le cas échéant, les cours sont convertis en euros suivant le cours des devises à Paris au jour de l'évaluation (source Banque Centrale Européenne).

- Les instruments financiers de taux

Les instruments de taux sont pour l'essentiel valorisés en mark-to-market, sur la base soit de prix issus de Bloomberg (BGN) à partir de moyennes contribuées, soit de contributeurs en direct.

Il peut exister un écart entre les valeurs retenues au bilan, évaluées comme indiqué ci-dessus, et les prix auxquels seraient effectivement réalisées les cessions si une part de ces actifs en portefeuille devait être liquidée.

- type « obligations et assimilés » sont valorisés sur la base d'une moyenne de prix recueillis auprès de plusieurs contributeurs en fin de journée.
- En application des règles de valorisation fixées par le prospectus, « La valeur liquidative est datée du jour d'évaluation, lorsque le jour d'évaluation tombe la veille d'une période chômée en France (week-ends ou jours fériés). »

Les instruments financiers dont le cours n'a pas été constaté le jour de l'évaluation ou dont le cours a été corrigé, sont évalués à leur valeur probable de négociation sous la responsabilité du conseil d'administration de la SICAV.

Ces évaluations et leur justification sont communiquées au commissaire aux comptes à l'occasion de ses contrôles.

Toutefois, les instruments suivants sont évalués selon les méthodes spécifiques suivantes :

Type Titres de créance négociables :

- TCN dont la durée de vie résiduelle est supérieure à 3 mois :

Les titres de créance négociables faisant l'objet de transactions significatives sont évalués au prix de marché. En l'absence de transactions significatives, une évaluation de ces titres est faite par application d'une méthode actuarielle, utilisant un taux de référence éventuellement majoré d'une marge représentative des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur.

Taux de référence	
TCN en Euro	TCN en devises
EURIBOR, SWAPS OIS et BTF - 3 – 6 – 9 – 12 mois BTAN - 18 mois, 2 – 3 – 4 – 5 ans	Taux officiels principaux des pays concernés.

- **TCN dont la durée de vie résiduelle est égale ou inférieure à 3 mois :**
Les TCN dont la durée de vie résiduelle est égale ou inférieure à 3 mois font l'objet d'une évaluation linéaire. Toutefois, en cas de sensibilité particulière de certains de ces titres au marché, cette méthode ne serait pas appliquée.
- **OPC :**
Les parts ou actions d'OPC sont évaluées à la dernière valeur liquidative connue.
Les parts ou actions d'OPC dont la valeur liquidative est publiée mensuellement peuvent être évaluées sur la base de valeurs liquidatives intermédiaires calculées sur des cours estimés.
- **Acquisitions / Cessions temporaires de titres**
 - Les titres pris en pension sont évalués à partir du prix de contrat, par l'application d'une méthode actuarielle utilisant un taux de référence (EONIA au jour le jour, taux interbanques à 1 ou 2 semaines, EURIBOR 1 à 12 mois) correspondant à la durée du contrat.
 - Les titres donnés en pension continuent d'être valorisés à leur prix de marché. La dette représentative des titres donnés en pension est calculée selon la même méthode que celle utilisée pour les titres pris en pension.
- **Opérations à terme fermes et conditionnelles**
 - Les contrats à terme et les options sont évalués sur la base d'un cours de séance dont l'heure de prise en compte est calée sur celle utilisée pour évaluer les instruments sous-jacents.

Les positions prises sur les marchés à terme fermes ou conditionnels et du gré à gré sont valorisées à leur prix de marché ou à leur équivalent sous-jacent.

1.1. Les instruments financiers et valeurs non négociés sur un marché réglementé

Tous les instruments financiers de la Sicav sont négociés sur des marchés réglementés.

1.2. Méthodes d'évaluation des engagements hors-bilan

Les opérations de hors-bilan sont évaluées à la valeur d'engagement.

La valeur d'engagement pour les contrats à terme fermes est égale au cours (en devise de la Sicav) multiplié par le nombre de contrats multiplié par le nominal.

La valeur d'engagement pour les opérations conditionnelles est égale au cours du titre sous-jacent (en devise de la Sicav) multiplié par le nombre de contrats multiplié par le delta multiplié par le nominal du sous-jacent.

La valeur d'engagement pour les contrats d'échange est égale au montant nominal du contrat (en devise de la Sicav).

2 – Méthode de comptabilisation

▪ Des revenus des valeurs à revenu fixe

- La comptabilisation des revenus de valeurs à revenu fixe est effectuée suivant la méthode des « intérêts encaissés ».

▪ Des frais de gestion

- Les frais de gestion sont calculés forfaitairement à chaque valorisation.
- Le taux de frais de gestion annuel est appliqué à l'actif brut (égal à l'actif net avant déduction des frais de gestion du jour) :

$$\begin{array}{rcl} & \text{Actif brut} & \\ \times & \text{taux de frais de fonctionnement et de gestion} & \\ \times & \underline{\text{nb jours jusqu'à prochaine VL}} & \\ & 365 & \end{array}$$

- En application des règles de valorisation fixées par le prospectus, « *La valeur liquidative est datée du jour d'évaluation, lorsque le jour d'évaluation tombe la veille d'une période chômée en France (week-ends ou jours fériés).* »
 - Ce montant est alors affecté au compte de résultat de la SICAV.
 - La Sicav effectue le paiement des frais de fonctionnement et notamment :
 - . de la gestion financière ;
 - . de la gestion administrative et comptable ;
 - . de la prestation du dépositaire ;
 - . des autres frais de fonctionnement :
 - . honoraires des commissaires aux comptes ;
 - . publications légales (Balo, Petites Affiches, etc...) le cas échéant.

Ces frais n'incluent pas les frais de transactions.

Le taux maximum des frais de gestion est de 1.50 %, sur la base définie dans le prospectus.

▪ Des frais de gestion variables

Modalités de calcul de la commission de surperformance : Chaque année, la performance est calculée, en comparant sur l'exercice, l'évolution de l'actif de la Sicav (hors frais de gestion variables et dividendes réinvestis) à l'actif d'un fonds de référence réalisant une progression égale à l'indicateur de référence, et enregistrant les mêmes variations de souscriptions et de rachats que la Sicav. Si, au cours de la même période, l'actif de la Sicav (hors frais de gestion variables et dividendes nets réinvestis) est supérieur à l'actif du Fonds de référence, une commission de surperformance égale à 25% entre les deux actifs sera prélevée. Ces frais sont provisionnés lors de chaque valeur liquidative et effectivement perçus chaque année à la date de clôture de l'exercice. En cas de sous-performance de la Sicav par rapport à l'indice de référence, la provision des frais de gestion est réajustée par le biais d'une reprise de provision plafonnée à hauteur de la dotation existante. Ces frais sont directement imputés au compte de résultat.

En cas de rachat, la provision de sur-performance sera ajustée au prorata des montants rachetés, et la reprise de provision acquise à la société de gestion.

Des frais de transaction

La méthode retenue est celle des frais exclus.

▪ Des rétrocessions perçues de frais de gestion ou de droits d'entrée

Le mode de calcul du montant des rétrocessions est défini dans les conventions de commercialisation.

- Si le montant calculé est significatif, une provision est alors constituée au compte 619.

- Le montant définitif est comptabilisé au moment du règlement des factures après reprise des éventuelles provisions.

3 – Devise de comptabilité

La devise de comptabilité est l'euro.

4 – Affectation

Résultat net : Capitalisation

Plus-values nettes : Capitalisation.

II - Evolution de l'actif net

		EXERCICE au 31/03/17 €uros	EXERCICE au 31/03/16 €uros
Actif net en début d'exercice		250 617 159,62	224 159 902,69
Souscriptions (y compris les commissions de souscription acquises à l'OPC)	+	197 093 781,66	70 626 915,52
Rachats (sous déduction des commissions de rachat acquises à l'OPC)	-	-25 304 057,29	-25 933 852,38
Plus - valeurs réalisées sur dépôts et instruments financiers	+	4 200 149,35	4 865 254,32
Moins - valeurs réalisées sur dépôts et instruments financiers	-	-87 671,71	-249 200,81
Plus - valeurs réalisées sur instruments financiers à terme	+	271 197,87	457 235,92
Moins - valeurs réalisées sur instruments financiers à terme	-	-890 976,26	-323 665,31
Frais de transaction	-	-1 216 646,91	-835 188,02
Différences de change	+/-	-12 130,33	66 132,74
Variation de la différence d'estimation des dépôts et instruments financiers	+/-	48 926 305,27	-22 049 482,93
▪ Différence d'estimation exercice N		91 905 202,05	42 978 896,78
▪ Différence d'estimation exercice N - 1		42 978 896,78	65 028 379,71
Variation de la différence d'estimation des instruments financiers à terme	+/-	-93 304,34	120 924,06
▪ Différence d'estimation exercice N		34 375,07	127 679,41
▪ Différence d'estimation exercice N - 1		127 679,41	6 755,35
Distribution de l'exercice antérieur sur plus et moins-values nettes	-	0,00	0,00
Distribution de l'exercice antérieur sur résultat	-	0,00	0,00
Résultat net de l'exercice avant compte de régularisation	+/-	-72 510,63	-287 816,18
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur plus et moins-values nettes	-	0,00	0,00
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur résultat	-	0,00	0,00
Autres éléments (*)	+/-	0,00	0,00
Actif net en fin d'exercice		473 431 296,30	250 617 159,62

(*) arrondis décimalisation

III - Compléments d'information

3.1 Instruments financiers : ventilation par nature juridique ou économique d'instrument

Obligations et valeurs assimilées par nature d'instrument

➤ obligations indexées	Néant
➤ obligations convertibles et échangeables	Néant
➤ titres participatifs	Néant
➤ autres	12 375 638,69 €

Titres de créances par nature d'instrument

➤ bons du trésor	300 500,12 €
➤ bons à moyen terme négociable	Néant
➤ billets de trésorerie	Néant
➤ certificats de dépôt	Néant
➤ autres	Néant

Opérations de cession sur instruments financiers par nature d'instrument

➤ titres de créances négociables	Néant
➤ actions	Néant
➤ obligations	Néant

Ventilation des rubriques de hors-bilan par type de marché

➤ taux	Néant
➤ actions	Néant
➤ devises	10 638 531,27 €

3.2 Ventilation par nature de taux des postes d'actif, de passif et de hors-bilan

Actif	Taux fixe	Taux variable	Taux révisable	Autres
Dépôts				
Obligations et valeurs assimilées	12 375 638,69			
Titres de créances	300 500,12			
Opérations temporaires sur titres				
Comptes financiers				22 854 973,51 *
Passif				
Opérations temporaires sur titres				
Comptes financiers				1 221 507,85
Hors-bilan				
Opérations de couverture				
Autres opérations				

* Liquidités non rémunérées

3.3 Ventilation par maturité résiduelle des postes d'actif, de passif et de hors-bilan

Actif	0-3 mois	3 mois-1 an	1 an-3 ans	3 ans-5 ans
Dépôts				
Obligations et valeurs assimilées			12 375 638,69	
Titres de créances	200 189,38	100 310,74		
Opérations temporaires sur titres financiers				
Comptes financiers	22 854 973,51			
Passif				
Opérations temporaires sur titres financiers				
Comptes financiers	1 221 507,85			
Hors-bilan				
Opérations de couverture				
Autres opérations				

3.4 Ventilation par devise de cotation ou d'évaluation des postes d'actif, de passif et de hors-bilan

Actif	USD	CHF	JPY
Dépôts			
Actions et valeurs assimilées	11 903 994,01	36 128 622,86	
Obligations et valeurs assimilées			
Titres de créances			
OPC			
Opérations temporaires sur titres financiers			
Créances		153 141,36	
Comptes financiers			
Passif			
Opérations de cession sur instruments financiers			
Opérations temporaires sur titres financiers			
Dettes			
Comptes financiers	1 043 099,25		178 408,60
Hors-bilan			
Opérations de couverture	7 139 995,09		3 498 536,18
Autres opérations			

3.5 Créances et dettes : ventilation par nature

Autres créances

- Ventilation des opérations de change à terme
 - Achat Néant
 - Vente Néant
- Coupons à recevoir 248 405,67 €
- Vente à règlement différée Néant
- Autres Néant

Autres dettes

- Ventilation des opérations de change à terme
 - Achat Néant
 - Vente Néant
- Achat à règlement différé Néant
- Frais de gestion à régler 561 404,71 €
- Autres Néant

3.6 Capitaux propres

Nombre et valeur des titres :

- émis pendant l'exercice (y compris la commission de souscription restant acquise à l'OPC)

Quantité :	582 270,267 actions	Montant : €	197 093 781,66
------------	---------------------	-------------	----------------

- rachetés pendant l'exercice (sous déduction de la commission de rachat restant acquise à l'OPC)

Quantité :	75 975,959 actions	Montant : €	25 304 057,29
------------	--------------------	-------------	---------------

Commissions de souscription et/ou rachat :

- Montant des commissions de souscription et/ou de rachat perçues
€ 106 083,23
- Montant des commissions de souscription et/ou de rachat rétrocédées à des tiers
€ 106 083,23
- Montant des commissions de souscription et/ou de rachat acquises à l'OPC
€ 0,00

3.7 Frais de gestion

- Frais de gestion fixes : pourcentage de l'actif moyen : 1,50
- Commission de sur-performance (frais variables) : 535 927,10 €
- Rétrocessions reçues au titre des OPC détenus : Néant

3.8 Engagements reçus et donnés

- Engagements reçus Néant
- Engagements donnés Néant

3.9 Autres informations

➤ Valeur actuelle des instruments financiers faisant l'objet d'une acquisition temporaire

- Titres acquis à réméré : Néant

- Titres pris en pension livrée : Néant

➤ Valeur actuelle des instruments financiers constitutifs de dépôts de garantie: 300 500,12 €

➤ Instruments financiers reçus en garantie et non inscrits au bilan : Néant

➤ Instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine : Néant

➤ Instruments financiers détenus en portefeuille émis par le prestataire ou les entités de son groupe et OPC gérés par le prestataire ou les entités du groupe Lazard : voir inventaire du portefeuille.

3.10 Tableau d'affectation des sommes distribuables

Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice				
Date	Montant total	Montant unitaire	Crédits d'impôt totaux	Crédit d'impôt unitaire

Total acomptes

Acomptes sur plus et moins-values nettes versés au titre de l'exercice		
Date	Montant total	Montant unitaire

Total acomptes

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes au résultat	EXERCICE au 31/03/17	EXERCICE au 31/03/16
	€uros	€uros

SOMMES RESTANT A AFFECTER

▪ Report à nouveau	0,00	0,00
▪ Résultat	398 895,89	-243 729,14
TOTAL	398 895,89	-243 729,14

AFFECTATION

▪ Distribution	0,00	0,00
▪ Report à nouveau de l'exercice	0,00	0,00
▪ Capitalisation	398 895,89	-243 729,14
TOTAL	398 895,89	-243 729,14

Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution

Nombre d'actions ou parts	0	0
Distribution unitaire	0,00	0,00

	EXERCICE	EXERCICE
	au 31/03/17	au 31/03/16
	Euros	Euros
Tableau d'affectation des sommes distribuables		
afférentes aux plus et moins values nettes		
SOMMES RESTANT A AFFECTER		

▪ Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées	0,00	0,00
▪ Plus et moins-values nettes de l'exercice	3 027 301,96	4 297 470,78
▪ Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice	0,00	0,00
TOTAL	3 027 301,96	4 297 470,78

AFFECTATION

▪ Distribution	0,00	0,00
▪ Plus et moins-values nettes non distribuées	0,00	0,00
▪ Capitalisation	3 027 301,96	4 297 470,78
TOTAL	3 027 301,96	4 297 470,78

Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution		
Nombre d'actions ou parts	0,00	0,00
Distribution unitaire	0,00	0,00

Tableau des résultats et autres éléments caractéristiques de l'OPC au cours des cinq derniers exercices

	EXERCICE 28-mars-13	EXERCICE 31-mars-14	EXERCICE 31-mars-15	EXERCICE au 31/03/16	EXERCICE au 31/03/17
NOMBRE D'ACTIONS EMISES AU COURS DE L'EXERCICE	119 117	130 849,270	113 012,134	218 450,623	582 270,267
Valeur en Euros	28 517 702,66	35 058 315,47	33 351 029,66	70 626 915,52	197 093 781,66
NOMBRE D'ACTIONS RACHETÉES AU COURS DE L'EXERCICE	49 233	45 473,540	66 650,158	80 823,621	75 975,959
Valeur en Euros	11 772 472,96	12 161 883,05	19 565 481,63	25 933 852,38	25 304 057,29
NOMBRE D'ACTIONS EN CIRCULATION	541 385	626 760,920	673 122,896	810 749,898	1 317 044,206
ACTIF NET (en €)	138 073 063,99	176 973 580,98	224 159 902,69	250 617 159,62	473 431 296,30
VALEUR LIQUIDATIVE (en €)	255,03	282,36	333,01	309,11	359,46
RESULTAT HORS COMPTE DE REGULARISATION (en €)	1 187 809,32	588 734,30	50 575,65	-287 816,18	-72 510,63
RESULTAT DISTRIBUABLE (en €)	1 295 913,09	714 780,35	87 092,08	-243 729,14	398 895,89
Distribution unitaire sur plus et moins-values nettes (y compris acomptes)	-	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation
Distribution unitaire sur résultat net : (y compris acompte) Net en euro	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation	Capitalisation
Crédit d'impôt unitaire transféré aux porteurs (personne physique)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Date de détachement					
Date de paiement					
Capitalisation unitaire sur résultat (en €)	2,39	1,14	0,12	-0,30	0,30
Capitalisation unitaire sur plus et moins va -		4,86	1,15	5,30	2,30

* En application de l'Instruction Fiscale du 4 mars 1993 de la Directive Générale des Impôts, le crédit d'impôt unitaire est déterminé le jour du détachement du dividende par répartition du montant global des crédits d'impôt entre les actions

COMPOSITION DE L'ACTIF DE OBJECTIF PATRIMOINE CROISSANCE SICAV
AU VENDREDI 31 MARS 2017

Libelle	Isin	Cours	COUPON	Dev	Cours Dev	QTE	Evaluation €	%
TOTAL							452 104 501,02	95,50
ACTIONS							288 943 659,83	61,03
EUROPE							99 168 192,86	20,95
BMW(BAYERISCHE MOTORENWERKE)AG	DE0005190003	85,5100		EUR		103 000,00	8 807 530,00	1,86
GEA GROUP AG	DE0006602006	39,8400		EUR		138 000,00	5 497 920,00	1,16
GIVAUDAN (NOMINATIVE)	CH0010645932	1 804,0000		CHF	1,0696	4 550,00	7 674 083,77	1,62
HEINEKEN NV	NL0000009165	79,8000		EUR		154 000,00	12 289 200,00	2,60
KONE OYJ -B-	FI0009013403	41,1600		EUR		218 000,00	8 972 880,00	1,90
MERCK KGAA	DE0006599905	106,8000		EUR		101 000,00	10 786 800,00	2,28
NESTLE SA (NOMINATIVE)	CH0038863350	76,8500		CHF	1,0696	163 500,00	11 747 358,83	2,48
NOVARTIS SA (NOMINATIVE)	CH0012005267	74,3500		CHF	1,0696	104 000,00	7 229 244,58	1,53
RICHEMONT AG (CIE FIN.) (NOMI)	CH0210483332	79,2000		CHF	1,0696	128 000,00	9 477 935,68	2,00
ROYAL DUTCH SHELL PLC -A-	GB00B03MLX29	24,6150		EUR		220 000,00	5 415 300,00	1,14
UNILEVER NV (CERT. OF SHS)	NL0000009355	46,5700		EUR		242 000,00	11 269 940,00	2,38
FRANCE							177 871 472,96	37,57
AIR LIQUIDE (L')	FR0000120073	107,1000		EUR		125 000,00	13 387 500,00	2,83
AXA	FR0000120628	24,2550		EUR		476 000,00	11 545 380,00	2,44
BNP PARIBAS	FR0000131104	62,4300		EUR		200 000,00	12 486 000,00	2,64
BUREAU VERITAS	FR0006174348	19,7750		EUR		500 000,00	9 887 500,00	2,09
CARREFOUR	FR0000120172	22,1000		EUR		395 000,00	8 729 500,00	1,84
DANONE	FR0000120644	63,7600		EUR		184 000,00	11 731 840,00	2,48
DIOR SE (CHRISTIAN)	FR0000130403	217,8000		EUR		56 750,00	12 360 150,00	2,61
ESSILOR INTERNATIONAL	FR0000121667	113,9000		EUR		113 000,00	12 870 700,00	2,72
HERMES INTERNATIONAL SA	FR0000052292	444,1000		EUR		24 600,00	10 924 860,00	2,31
LEGRAND SA	FR0010307819	56,5200		EUR		116 000,00	6 556 320,00	1,38
M6 - METROPOLE TELEVISION SA	FR0000053225	20,9200		EUR		410 000,00	8 577 200,00	1,81
OREAL (L')	FR0000120321	180,1500		EUR		48 700,00	8 773 305,00	1,85
PERNOD-RICARD	FR0000120693	110,9000		EUR		99 500,00	11 034 550,00	2,33
SAINT-GOBAIN	FR0000125007	48,1350		EUR		188 000,00	9 049 380,00	1,91
SANOFI	FR0000120578	84,6200		EUR		132 500,00	11 212 150,00	2,37
SODEXO	FR0000121220	110,2500		EUR		67 000,00	7 386 750,00	1,56
TOTAL	FR0000120271	47,4150		EUR		172 171,00	8 163 487,96	1,72
VINCI	FR0000125486	74,3000		EUR		43 000,00	3 194 900,00	0,67
U.S.A. / CANADA							11 903 994,01	2,51
ACCENTURE PLC -A-	IE00B4BNMY34	119,8800		USD	1,0691	51 000,00	5 718 716,68	1,21
CHEVRON CORPORATION	US1667641005	107,3700		USD	1,0691	50 000,00	5 021 513,42	1,06
VISA INC -A-	US92826C8394	88,8700		USD	1,0691	14 000,00	1 163 763,91	0,25
OBLIGATIONS							12 375 638,69	2,61
FRANCE							12 375 638,69	2,61
BNPP 13/8% (EMTN) 13-21NO18A	XS0933994807	102,2930	0,5047945	EUR		2 000 000,00	2 055 955,89	0,43
BPCE SA 2% (EMTN) 12-24AP18A	FR0011347590	102,2040	1,8904109	EUR		2 000 000,00	2 081 888,21	0,44
CREDIT A.37/8%(EMTN)12-13FE19A	XS0746002392	107,2390	0,5308219	EUR		4 000 000,00	4 310 792,87	0,91
HSBC FRA.15/8% EMTN 13-03DE18A	FR0011645845	102,7990	0,5431506	EUR		3 800 000,00	3 927 001,72	0,83
OPC							150 484 702,38	31,79
UCITS à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'au							150 484 702,38	31,79
FCP OBJ. ACTS. EMERGENTES -I-	(*) FR0010365288	83 811,9600		EUR		200,00	16 762 392,00	3,54
FCP OBJ. RENDEMENT INFL-A-(2D)	(*) FR0010677831	3 788,0600		EUR		350,00	1 325 821,00	0,28
FCP OBJ. SMALL CAPS FRANCE-A3D	(*) FR0010262436	2 183,2000		EUR		5 250,00	11 461 800,00	2,42
FCP OBJ.ACT.AMERICAINE-A-(3D)	(*) FR0007074695	201,1400		EUR		135 000,00	27 153 900,00	5,74
FCP OBJ.CAPITAL FI.-IC-(3D)	(*) FR0010952788	1 616,3200		EUR		750,00	1 212 240,00	0,26
FCP OBJ.INVESTIS.MICROCAPS(2D)	(*) FR0011042811	177,6800		EUR		12 000,00	2 132 160,00	0,45
FCP OBJ.RECOVERY EUROZ.-A-(3D)	(*) FR0011537646	149,0800		EUR		63 000,00	9 392 040,00	1,98
FCP OBJ.RENDEMENT 2019 -C-(2D)	(*) FR0011170158	1 162,5400		EUR		800,00	930 032,00	0,20
FCP OBJECTIF AMERIQUE MIN.VA3D	(*) FR0012222016	131,1600		EUR		21 000,00	2 754 360,00	0,58
FCP OBJECTIF DIV.MIN.VAR.-C-3D	(*) FR0010586024	281,7900		EUR		32 000,00	9 017 280,00	1,90
FCP OBJECTIF MID CAP.EUR-A(2D)	(*) FR0011429521	147,1600		EUR		14 000,00	2 060 240,00	0,44
FCP OBJECTIF MONET.EURO-B-(3D)	(*) FR0010941815	1 034 350,0200		EUR		19,32	19 983 642,38	4,22
LAZARD OBJECTIF ALPHA EURO-A3D	(*) FR0010828913	446,6100		EUR		16 500,00	7 369 065,00	1,56
NORDEN (3D)	(*) FR0000299356	194,8400		EUR		28 000,00	5 455 520,00	1,15
NORDEN SMALL (3 DEC.)	(*) FR0011474980	179,4400		EUR		11 000,00	1 973 840,00	0,42
OBJECTIF ALPHA EUROPE -A- (3D)	(*) FR0000294613	562,3300		EUR		7 000,00	3 936 310,00	0,83
OBJECTIF JAPON -A-	(*) FR0000004012	207,8600		EUR		57 500,00	11 951 950,00	2,52
OBJECTIF SM.CAPS EURO -A- (3D)	(*) FR0000174310	821,6900		EUR		19 000,00	15 612 110,00	3,30
Titres de Créances Négociables							300 500,12	0,06
TRESOR PUBLIC 305 11/10/2017	FR0123934632	0,0000		EUR		100 000,00	100 310,74	0,02
TRESOR PUBLIC 305 24/05/2017	FR0123611412	0,0000		EUR		200 000,00	200 189,38	0,04
Titres donnés en pension							0,00	0,00
Créances représentatives de titres reçus en pension							0,00	0,00
Dettes représentatives de titres donnés en pension							0,00	0,00
Instruments financiers à terme							0,00	0,00
Swaps							0,00	0,00
Créances							254 734,33	0,05
Autres							254 734,33	0,05
Dettes							-561 404,71	-0,12
Autres							-561 404,71	-0,12
Comptes financiers							21 633 465,66	4,57
Liquidités							21 633 465,66	4,57
TOTAL DE L' ACTIF NET							473 431 296,30	100,00

(*) Instruments financiers émis ou gérés par une entité du Groupe Lazard
Estimation faite en fonction des cours de bourse disponible le 31-03-2017

Nombre d'actions au 31-03-2017
Valeur liquidative au 31-03-2017
Actif Net au 31-03-2017

1 317 044,206
359,46
473 431 296,30

CERTIFICATION DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
DELOITTE & ASSOCIES

CERTIFICATION DU DEPOSITAIRE
LAZARD FRERES BANQUE

OBJECTIF PATRIMOINE CROISSANCE
Société d'Investissement à Capital Variable
Siège social : 121, boulevard Haussmann 75008 Paris
345 081 897 RCS Paris

**RESOLUTION D'AFFECTATION DES SOMMES DISTRIBUABLES VOTÉE
PAR L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE
DU 4 JUILLET 2017**

EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2017

Deuxième résolution

L'assemblée générale approuve les sommes distribuables de l'exercice qui s'élèvent à :

398 895,89 € Somme distribuable afférente au résultat
3 027 301,96 € Somme distribuable afférente aux plus et moins-values nettes

et décide de leur affectation comme suit :

1) Somme distribuable afférente au résultat

398 895,89 € Capital social conformément à l'article 27 des statuts de la société

2) Somme distribuable afférente aux plus et moins-values nettes

3 027 301,96 € Capitalisation

Rappel : les revenus distribuables des trois derniers exercices ont été capitalisés.